



War Raok!

N° 0, septembre 2000

La voix de la nation bretonne

Prix : 00 F

Un nouveau parti est né en Bretagne

La question corse

« Voici neuf ans, le conseil constitutionnel déclarait que la notion de peuple corse ne devait pas être utilisée. De bon droit. La France n'est pas constituée d'un ensemble de peuples. » Ainsi s'exprime Alfred Gosser (*OF* du 3 août).

L'Hebdo de Nantes, propriété du *Télégramme*, abondait dans le même sens : « Instaurer pour tous les enfants de l'île l'obligation de facto d'apprendre le corse relève du terrorisme culturel. »

Le projet de réforme pour l'île donne l'occasion aux jacobins de réaffirmer cette vision utopiste de la France Une et indivisible. « Le concept de peuple corse heurte celui du peuple français, en tant que corps non pas ethnique mais politique », répète Chevènement. *Adsav* rejette ce dogme d'une appartenance juridique, politique et abstraite. Le parti est solidaire de Corsica Nazione qui exige l'arrêt de la décorisation des emplois et l'enseignement obligatoire du corse. Ces revendications valent aussi pour la Bretagne qui doit au plus vite obtenir un statut comparable à celui de la Corse, prélude à un retour à l'indépendance. Mais le combat à venir s'annonce âpre : notre ennemi cède seulement devant la force. L'exemple corse en est une flagrante démonstration.

En écrivant cet éditorial pour ce premier numéro de *War Raok*, le journal d'*Adsav*, notre journal, je pense tout d'abord aux jeunes militants qui ont rejoint, nombreux et avec beaucoup d'enthousiasme et d'espoir, notre formation politique. En ces temps où la pensée unique fait des ravages et voudrait enfermer tout le monde dans un conformisme égalitaire, cet engagement réclame du courage.

tés en voyant ce qu'ils ont devant eux : l'élite véritable et la plus noble jeunesse de tout un peuple. »

Jeunes militants d'*Adsav*, je ne voudrais pas que notre combat vous fasse oublier le passé, souvent douloureux mais riche d'enseignement.

Francez Debauvais, l'abbé Perrot, Roparz Hemon... mais aussi l'ensemble des patriotes bretons qui ont tout donné, et pour cer-



Patrig Montauzier, président d'*Adsav*, prononce une allocution pendant la commémoration de la victoire de Ballon.

Aussi, c'est avec un grand plaisir que je leur livre cette citation de J. La Bénélaïs, extraite des *Pensées d'un nationaliste breton* et dédiée à la jeunesse bretonne : « Tout jeune homme ou toute jeune fille de Bretagne, honnête, instruit, remarqué dans ses études, sa profession ou sa conduite, pour son intelligence et son caractère doit compter au nombre des défenseurs de la patrie bretonne. Il faut que nos ennemis, le jour où ils voudront nous abattre comme des criminels, s'arrêtent épouvan-

tés jusqu'à leur liberté ou leur vie en allant jusqu'au bout de leur foi militante absolue et désintéressée pour faire triompher leur idéal au service de leur peuple et de la Nation bretonne, sont les meilleures mais aussi les seules références qui doivent nous inspirer.

Il ne s'agit pas pour moi de fantasmer sur le passé de ces militants. Non, car c'est l'avenir qui me préoccupe. Toutefois, il m'importe de rappeler aux nationalistes bretons, et notamment aux plus jeunes, que

Suite en page 16.



Coupable d'avoir donné sa vie à la langue bretonne, Roparz Hemon est la cible des germano-staliniens.

Sommaire

Adsav présent sur tous les fronts	2/3
Le parti multiplie ses activités dans tout le pays.	
Echos politiques	4/5
Les infos sur la politique chez nous et ailleurs.	
Vous avez dit Emsav ?	6/7
Entre folkloristes et nationalistes, il faut choisir.	
Ar Galv	8
C'hw'peus aon rak ar vroadelourion ?	
Pour la Reconquista	9
Guillaume Faye en appelle au réveil des peuples.	
Mondialisation : en finir	10/12
Un système érigé en dogme régit nos vies.	
Chasse à l'homme	13/14
Les valets de la pensée unique traquent le souvenir de nos héros.	
Halte à la désinformation !	15
Pan sur le bec à <i>Breizh Info</i> .	
Abonnez-vous	16
Un geste militant indispensable.	

La Bretagne de Brest à Nantes

Adsav présent sur tous les fronts

Adsav à Rennes

Le samedi 22 janvier 2000 a été un moment capital dans l'histoire du mouvement breton. Pour la première fois, la bannière d'Adsav, nouveau parti politique s'affirmant de la droite nationaliste bretonne, a été déployée à Rennes, boulevard de la Liberté. Sous un ciel capricieux, et malgré un blocus de la presse, plus d'une trentaine de personnes, ont rendu hommage aux soldats de l'armée bretonne, sacrifiés en 1870 par le sinistre ministre de la Guerre de l'époque, Léon Gambetta, dans l'enfer de Conlie puis envoyés à la boucherie face aux redoutables Prussiens. « Ce crime, volontairement passé sous silence et caché aux Bretons, doit être dénoncé avec force », a dit Patrig Montauzier. Adsav s'insurge que des municipalités bretonnes puissent encore laisser des avenues et boulevards porter le nom de Gambetta. « C'est une insulte à la mémoire bretonne. » Combien d'autres peuples accepteraient un tel outrage ?



La nuit tombée, à la lumière des flambeaux, derrière la superbe bannière du parti et le sonner de cornemuse, tous ces nationalistes ont convergé vers une clairière où avait été dressé un bûcher. De manière rituelle, et dans un ordre impeccable, chacun des invités s'est approché des flammes et a prêté serment avec fierté et détermination avant de se voir remettre une récompense, symbole de son appartenance à Adsav. Et pendant que des gerbes d'étincelles fusaient vers le ciel en crépitant, l'assemblée entonnait d'une même voix le *Bro gozh*.

Poignante, cette cérémonie rondement menée et préparée dans les moindres détails, a marqué les esprits de tous ces militants désormais appelés à former une seule et même communauté, porteuse d'une mission historique pour la Bretagne. Les adhérents ont pris conscience qu'ils venaient d'entrer dans une structure qui est bien plus qu'un parti. Heureux de se retrouver autour de la défense de l'identité nationale, ils sont décidés à œuvrer pour donner naissance à une grande famille politique bretonne rassemblant au plus vite toutes les forces vives du pays.

Adsav à Nantes

Au moins cinquante personnes, sympathisants d'Adsav dans le pays nantais en majorité, ont répondu en avril dernier à l'appel du parti de la droite nationaliste bretonne et ont investi la place du Bouffay, à Nantes, non loin du château des ducs de Bretagne. Face à la plaque commémorative déposée par l'association Kouñ Breizh, tous ces nationalistes convaincus ont célébré la mémoire des petits nobles bretons plus connus sous le nom des conjurés de Pontaléc qui eurent la tête tranchée sur cette même place le 16 mars 1720. Cette sentence inique fut prononcée par la justice royale au seul



Ci-contre : deux moments de la commémoration de Ballon.

motif que ces Bretons avaient précédemment signé en 1718, avec plus de cent cinquante de leurs compatriotes, un pacte réclamant à la France de respecter le traité d'Union (et non d'annexion) de 1532 entre notre pays et son voisin, la France. Là même où Pontaléc, de Montlouis, de Talhouët et du Couëdic eurent la tête tranchée sur l'échafaud, Patrig Montauzier, le président d'Adsav, a salué le courage de ces martyrs et invité les personnes présentes à ne jamais oublier celles et ceux qui ont tout donné pour la Bretagne, tous ces héros qui sont autant d'exemples. « À l'encontre des roueries, fourberies, mensonges et actes de malveillance de cet Etat

leçons données par ces martyrs de la Nation bretonne. Il ne servirait à rien de pleurnicher jusqu'à l'indécence sur nos martyrs, morts en vain, pour la grande honte de notre Patrie. Ce serait mépriser leur mémoire et non l'honorer. Non, il est plus important, beaucoup plus profitable, de réfléchir sur ce fait de l'histoire de notre peuple afin de préparer les luttes à venir. »

Imposture à Nantes

Un écho paru dans *Jeune Résistance*, la feuille du groupuscule Unité radicale, a été porté à notre connaissance. Contrairement à ce qui est mentionné dans ces colonnes, l'hommage aux conjurés organisé le 1^{er} avril 2000 à

navigué d'un groupuscule à l'autre, cet agitateur, au pedigree sulfureux qui essaie de fourrer son nez dans le milieu breton, avait obtempéré; il était sagement resté parmi les badauds. L'écho de *Jeune Résistance* omet de rapporter cette anecdote.

Adsav à Ballon

Au fil des mois les troupes d'Adsav se renforcent. Près de cent personnes occupent en effet la place Nominéo à Bains-sur-Oust le 11 juin dernier pour célébrer la décisive victoire, en 845, des troupes du premier roi breton sur les Francs, dans les marais du pays de Redon. Cette commémoration a débuté par un défilé des mili-

et les défaites, nous ne serions pas la nation bretonne», écrivait fort justement Olier Mordelet.

« Nous sommes seuls désormais sur la scène politique bretonne. L'Emsav n'existe plus ou plus exactement nous sommes l'Emsav. Les dignes héritiers des grandes figures du mouvement breton dont nous incarnons le renouveau », a dit avec force et conviction Patrig Montauzier qui a réitéré les propos tenus le lendemain du drame de Quétvert : « Ce n'est pas avec une idéologie d'extrême gauche que l'on peut prétendre mener le peuple breton vers la liberté. » Mais il s'est bien gardé de japper avec les chacals et a renchéri : « Injures, calomnies, amal-

Le 11 juin 2000, les militants d'Adsav se donnaient rendez-vous à Nantes, là même où Pontaléc, de Montlouis, de Talhouët et du Couëdic eurent la tête tranchée sur un échafaud, pour célébrer la mémoire des Bretons mis à mort par le pouvoir royal.



(comme l'oppression des impôts). Ils se levèrent, comme de véritables Bretons courageux et fiers, sans peur, en affirmant que si l'Etat français ne respectait pas sa parole donnée, alors ils étaient libres en Droit. C'est pour cela, à cause de leur droiture et de leur courage, qu'ils furent assassinés. L'union de la Bretagne et de la France est un traité de droit international entre deux Etats libres, deux nations, qui devrait être garanti par le droit international. C'est pour cette raison que les insurgés avaient demandé le soutien d'un troisième Etat, l'Espagne. Mais comme de coutume ils furent laissés seuls à leur destin. » Yann Duchet a exhorté les nationalistes « à se souvenir et surtout à tirer profit des

Nantes est à mettre à la seule initiative d'Adsav. Aucune autre structure politique n'a été sollicitée ni même conviée à être rendez-vous. Adsav reste ferme et se tient à ses engagements; il refuse toute compromission avec les partis français, quels qu'ils soient. Ne soyons pas dupes, la ficelle est trop grosse et elle nous invite à la vigilance. Ce stratagème est seulement présidé par la volonté de porter atteinte aux idées nationales bretonnes. Avec fermeté, les militants d'Adsav avaient justement refusé à un responsable du groupuscule Unité radicale bien connu dans l'agglomération nantaise, de se joindre à leur rassemblement place du Bouffay. Provocateur réputé, trop connu pour avoir

tants d'Adsav. Arborant les chemises ou les polos frappés du triskell du parti, les jeunes nationalistes ont effectué un tour de la place au son de la cornemuse. En tête de cortège la bannière était accompagnée par une rangée de drapeaux. Au terme de cette parade qui avait fière allure tout le monde s'est regroupé au pied de la statue de Nominéo pour raviver la mémoire du père de la nation bretonne et de tous les héros qui ont inscrit les plus belles et les plus douloureuses pages de notre histoire nationale. « Un groupe humain, sans gloire, devient une nation à la suite d'une aventure militaire. Sans Badon, Catraeth, Ballon, Questembert, Plourivo, Saint-Aubin, Savenay, les victoires

games, caricatures... les farouches ennemis de l'idée bretonne ont repris du poil de la bête. Tous ceux que la défense de l'identité, de la culture, de l'histoire, de la langue, de la mémoire insupportent ont trouvé là de quoi salir le mouvement breton. Les masques sont tombés. Ils veulent nous réduire au néant, nous bâillonner et rayer de notre mémoire tous qui se sont battus pour notre pays. Il suffit de voir avec quel acharnement ils s'emploient à salir la mémoire de Roparz Hemon.

« Certains se taisent, courbent l'échine, d'autres se renient. Nous ne sommes pas de ce camp là. Et les ennemis de la Bretagne doivent savoir qu'ils nous trouveront sur leur route. »

Buan ha Buan

Bonnet d'âne



Précédemment premier magistrat de Carnac où il tire encore les ficelles et régnait en maître incontesté, le sénateur Christian Bonnet, ancien ministre de l'Intérieur parachuté en terre armoricaine, est un farouche adversaire de l'idée bretonne. L'hypothèse d'une quelconque autonomie l'irrite au plus haut point. Les libérés du peuple breton et son droit à la souveraineté il s'en moque. Pas plus, pas moins que les aspirations du peuple corse comme en témoigne un récent courrier qu'il a fait parvenir à la rédaction du *Figaro* : « Le projet Jospin est inacceptable en ce qu'il signifierait, avec la complicité de certains élus de l'île, l'abdication de l'Etat républicain devant la violence. Il est inacceptable en ce qu'il constituerait un précédent redoutable pour l'unité de la nation. »

Histoire basque

L'enseignement du basque provoque aussi de nombreuses crispations chez les Espagnols. L'Académie royale espagnole de l'Histoire accuse ainsi les Ikastolas (écoles basques qui sont le pendant de l'enseignement en histoire est partiel et tendancieux dans les Ikastolas, inspiré des idées nationalistes favorisant le racisme et l'exclusion des liens communs avec l'Espagne. « C'est une campagne contre le nationalisme basque » s'est récrié le porte-parole du parti nationaliste basque, Iñaki Anasagasti.

Sortir du ghetto

Le président de SOS Racisme va devoir nous convaincre... C'est du moins ce que suggère un lecteur du *Figaro* dont la missive a été publiée dans la rubrique du courrier des lecteurs : « Malek Bouhith entend sortir son mouvement du

ghetto de la criallerie et de la victimisation. Rejetant communautarisme et quotas, il prône la pleine participation à la vie politique dans le cadre de la République. Bref, il vient de redécouvrir la citoyenneté et la nation. C'est une excellente nouvelle. Il ne lui reste plus qu'à convaincre les Verts et les centristes d'abandonner le fédéralisme, les Corses, les Bretons et les Basques l'idée de sécession et nous pourrions tous nous retrouver le 14 juillet 2000, comme la première fois sur le Champ-de-Mars en 1790. »

Toujours en retard

C'est bien connu, le mouvement culturel breton a toujours dix ans de retard. Dernier exemple en date, la première université d'été du Conseil culturel de Bretagne que préside Jean-Louis Latour, membre de l'opposition socialo-communiste dans la ville de Redon. Elle sera bien évidemment placée sous le signe de « l'ouverture ». Parmi les thèmes abordés :

culture bretonne et intégration... Alors même que tout le monde constate tous les jours l'échec de l'intégration et le communautarisme exponentiel.

Goulag breton

Quand les gauchistes se font remettre à leur place... Nous ne résistons pas au plaisir de publier quelques extraits du courageux et très pertinent courrier adressé par Jean Cevaër sous le titre « Goulag en breton? » au journal *Combat breton*.

Englué dans une logique d'ultra-gauche, ce dernier s'était empressé de commenter de façon très sectaire la naissance d'Adsav. « S'agissant d'Adsav dont je connais bien les initiateurs et pour cause, vous leur reprochez la référence à une "immigration massive et incontrôlée", il faut donc que vous ayez le courage de dire aux Bretons que, vous, vous êtes pour une telle politique d'immigration, avec les avantages (sic) et les inconvénients qu'elle présente. » Et de souligner leurs incohérences : « A l'évidence, en ce qui vous concerne, vous avez fait ce choix pour les Bretons : après l'indépendance ce sera une Bretagne d'extrême gauche où votre parti (Emgann), comme il le fait d'ailleurs aujourd'hui, s'arrogera le droit de distribuer les bons et les mauvais points aux uns et aux autres, par exemple à moi, selon les critères du "Breton politiquement correct" définis par vos instances dirigeantes et malheur aux "mal pensants". Au fait comment dit-on *goulag* en breton? (...) »

Les points sur les i

Autoflagellation, impudeur, reniements, tentatives de récupération maladroites et odieuses, opprobre et colonisation sur le mouvement breton dans son ensemble remplissent les médias.

Très éloigné de ce concert de médiocrité, un communiqué émanant du Coden (Comité de défense de l'Europe des Nations) a retenu toute notre attention :

« L'ensemble des partis, groupes, associations, réseaux, fédérations, confédérations, col-

Buan ha Buan

Quand le « bagdad » de Lann-Bihoué se met au tam-tam!



L'ouverture au monde du très médiatique bagad sous uniforme français ne fait pas forcément l'unanimité comme le prouve ce courrier publié par un journal du pays de Guémené-Penfao après le passage des marins sonneurs.

« Samedi 7 juillet, fest-noz à Guémené-Penfao. Au programme, Ster-Zoun (de Jans) et le très médiatique bagad de Lann-Bihoué, un danser. Et bien non. Le rideau s'ouvre sur Ster-Zoun. Une bonne prestation. Le courant passe, on danse. Une demi-heure.

Puis voilà le fameux Bagad de Lann-Bihoué. C'est le début d'un cauchemar. Deux heures de concert d'une musique qui aurait pu être bretonne, mais ne l'est pas, tellement elle est stérilisante. Après avoir confisqué notre langue, voilà que les marins de la république nous confisquent nos ronds, nos laridés, nos gavottes. A l'annonce d'instruments traditionnels, de chez nous, on nous balance du tam-tam, du jumblee dans le jargon branché. Beaucoup s'étonnent et se disent que la mondialisation et l'uniformisation affectent aussi la musique. Quelques courageuses autochtones protestent. Il y a même des huées, des sifflets, le petit doigt sur la couture. Alors la discussion s'est engagée, à grand peine, car ces messieurs n'aimaient pas que l'on dise tout haut et tout fort qu'on n'était pas d'accord. Eux sont Bretons et les petits marins ont l'habitude de jouer devant d'autres Bretons, dociles. De quoi nous plaignons-nous? Le chef de la clique, après avoir assuré que tous étaient des appelés - certains d'entre-eux diront d'ailleurs qu'ils ont hésité entre le Bagdad et l'objection de conscience - dira qu'ils étaient venus pour une heure trente. Pas plus. Ils étaient payés pour ça (sic). Ils ont joué mais nous ne sommes pas contents du tout. Nous aurions préféré qu'on appelle ça un concert, que pour son prix on nous offre une chaise et une orangeade. Cela aurait été plus colonial encore. Heureusement, Ster-Zoun a conclu cette soirée. Les gens ont redécouvert le plaisir communautaire de danser ensemble. Comme dans un fest-noz. Merci à eux et merde aux autres. « Un Breton en colère. G. L.D. (Fégréac) »

lectifs et autres conglomérats ou satellites qui composent la gauche plurielle, auquel ont voulu s'agglutiner par mimétisme ou sottise des éléments de toute nature aux colorations mal définies, a manifesté son intention de participer à

un rassemblement expiatoire le 8 mai 2000 à Rennes. Tous sont allés y chercher une parcelle de vignette perdue, leur semble-t-il, le 19 avril 2000 à Quévret.

« L'identité bretonne fut l'objet depuis quelques mois d'at-

taques multiples provenant des milieux dit "jacobins". Des articles agressifs ont fleuri dans *l'Humanité*, *Le Canard Enchaîné*, *Charlie Hebdo*, *Télérama*, mais aussi dans la plupart des autres journaux, le plus souvent par le truchement de communiqués, complaisamment reproduits ainsi qu'à la télévision. FR3 par exemple a prêté son concours médiatique à un agité comme Renaud Mahric.

« Toute la mouvance précitée œuvre dans le sens dit "jacobin" tout en soutenant les "identitaires bretons de gauche", c'est-à-dire les partisans d'une société multiculturelle et multiraciale. Nul n'ignore en effet les liens étroits existant entre la fumeuse ARB, Emgann, l'UDB, Les Verts, Chiche, AC, le PC, Ras L'Front, les Libertaires, Reflex, le PS, les anarchistes, associations d'aide aux immigrés, antifascistes, antiracistes, certains syndicats et plus globalement toutes les composantes du délétaire réseau Voltaire.

« Ici, Juliette Aguetzart anime dans les Côtes-d'Armor deux groupes de Ras L'Front (satellite communiste) tout en faisant partie d'Emgann (comité de soutien de Guingamp). La FETA basque (anarcho-gauchiste) coopère avec l'ARB - Emgann (Plevin).

« Soudain survient un tragique accident de parcours : l'attentat tourne au drame à Quévret.

« Quelle fuite éperdue. Quelle ardeur dans les condamnations! Quelle richesse de vocabulaire dans l'anathème! On se rassemble à Rennes pour condamner? Pas du tout! On se rassemble pour tenter de dédouaner la gauche plurielle compromise dans le meurtre du 19 avril 2000, tout en protégeant les bases d'une société multiraciale et multiculturelle.

« L'identité bretonne et citoyenne de gauche doit en effet ouvrir la voie à l'identité citoyenne de gauche des Africains, Nord-Africains et asiatiques dont l'ONU a prédit l'invasion.

« Et des éléments de la "droite la plus bête du monde" ont participé à la manifestation pour commémorer dans l'autoflagellation suicidaire. »

La bonne voie corse

A droite comme à gauche, les jacobins de tout poil s'inquiètent des changements à venir en Corse où l'assemblée de l'île va voir ses pouvoirs renforcés, à défaut de pleins pouvoirs. On est certes loin encore de la revendication principale des nationalistes, mais sous leur pression le gouvernement français a fini par accorder plus de compétences aux élus corses. En l'état actuel des choses, il est évident que les Bretons s'en satisferaient pleinement. En terme d'enseignement de la langue nationale corse, un grand pas a été franchi. Ce qui ne manque pas d'irriter au plus haut point les indécorables défenseurs de la France une et indivisible comme en témoigne un article paru le mercredi 12 juillet dans les colonnes du *Figaro* et que nous reproduisons :

« Corsisation forcée : le gouvernement a cédé aux nationalistes. L'apprentissage du corse sera obligatoire dans les écoles dès la maternelle. Pour contourner l'anticonstitutionnalité de cette mesure, le texte de Matignon fait appel à cette jolie formule de rhétorique : « Cet enseignement sera suivi par tous les élèves, sauf demande de dispense exprimée par les parents. » Qui oserait, sur l'île, déroger à cet exercice linguistique sans se mettre en marge de la société insulaire, avec les risques que cela comporte, et placer ses enfants en position de mouton noir dans la cour de récréation? Autre conséquence : les enseignants devront être corso-phones. C'est-à-dire natifs de l'île pour la plupart. Fini le recrutement républicain sur



J.-P. Chevènement, le Milosevic de Belfort.

concours national. Le cycle de l'enseignement en Corse se fera en sens des propositions d'Adsav sur la langue, l'éducation et la bretonnisation des emplois. Il ne s'agit pas de xénophobie mais de préférence nationale, de

bons sens. Et d'un juste retour des choses après que la France ait envoyé ses hussards de la république en Bretagne, en Corse et au Pays Basque afin d'éradiquer les langues locales pour imposer la langue de Molière et de Déroulede.

Ar Poell

Vous avez dit Emsav ?

Les derniers événements politiques en Bretagne ont été en quelque sorte un révélateur. Face à d'odieuses actes idiots d'une violence aveugle et incontrôlée, ou en réponse à d'habituels attaques issues des milieux parisiens « autorisés », nous avons vu des attitudes ou des réactions éloquentes sur l'état d'esprit, à vrai dire pas très nouveau, qui prévaut depuis quelques années dans la Bretagne militante et qui devrait s'amplifier, voire se radicaliser.

Le jacobins ne changent pas

Ceux qui ne changent pas ce sont les jacobins français, de gauche comme de droite. Les plus virulents, car comme chacun sait ils ont le monopole de l'esprit et du cœur, de la vérité et du progrès, depuis plus de cinquante ans, ce sont les pseudo-intellectuels de la gauche caviar, anciens de l'ultra gauchisme « agit-prop » des années soixante-dix ou stalinien non repentis aux cent millions de morts. Mais ici ? Tout d'abord il y a la création d'Adsav ! Pavé dans le « bourbier, épouvantail tant redouté et/ou tant attendu... bref la haine imbécile à l'état pur (et ils n'ont plus que cela de pur...) des gauchistes bretons. Le silence jésuitique de la gau-gauche régionaliste qui préfère attendre, ne voulant visiblement ne nous faire aucune publicité, car redoutant avec raison que nos idées ne rencontrent un succès populaire, notamment auprès d'une jeunesse lassée par la langue de bois du « politiquement correct » et discernant très bien où se trouvent les problèmes réels d'aujourd'hui, préfigurant les catastrophes de demain.

Les vieux nous haïssent

Quoi qu'il en soit, nos vieux « camarades » de l'Emsav politique nous haïssent et nous craignent, ils ne veulent pas de nous. C'est réciproque, sans appel, sans retour et de bon cœur. Qu'il sache bien que nous ne les craignons aucunement. Ils sont le passé soixantenaire, nous, nous représentons l'avenir. Ils ne sont pas l'Emsav quand ils ont contribué, par bêtise, bas calculs ou alliances contre

nature, à le détruire. Nous le recréerons sans eux ! C'est dit ! Ils ne sont d'ailleurs rien, ni dans le cœur des Bretons, ni en termes de représentativité politique... s'ils en ont une.

Pas de tribunaux pour nous

Ensuite viennent les calomnies honteuses issues de milieux jacobins, parisiens et stalinien, nos ennemis de toujours, et de la presse aux ordres. Si elle osait, dans ses injures, remplacer les mots Bretagne ou Bretons par Hébreux, Juifs ou par Maghreb et Arabes, elles seraient amenées devant les tribunaux anti-racistes. Mais quoi, pas pour des Bretons !

Il faut se battre, se battre, toujours se battre, et d'abord contre soi-même, pour ne pas se laisser aller.

Guillaume FAYE
La Colonisation de l'Europe

Je ne rappellerai pas ces feuilletons médiocres de la calomnie de cadavres, j'ai écrit ailleurs ce que j'en pense. C'est l'attitude de nos militants bretons qui m'intéresse. Depuis longtemps l'on savait que le militantisme stricto-sensu (re), et tout en prenant acte de leurs créations artistiques souvent excellentes, leur domaine breton et celtique, leur domaine en propre, que ces gens donc ne prenaient même pas la peine de voter pour ceux qui, en principe, étaient censés représenter la volonté politique de l'identité bretonne, base de leur art, parce qu'ils allaient... à la gamelle... et que candides et peureux les « politiques » ne voulaient pas le reconnaître. A la gamelle,

autres bêtisent, intriguent ou menacent en sous main, se dédouanant ainsi de leurs anciennes sympathies gauchistes, quand ces derniers s'énervent comme ils sont, c'est-à-dire dans la plus grande connerie irresponsable. Pire ils crachent sur leurs pairs/pères qu'ils savent avoir été héroïques et innocents et que pourtant, soixante ans après ils villipendent. Alors le Parlement, alors les belles paroles sur la vie (sans *Giverni-hi-Du* surtout)... comme si l'on pouvait être pour la mort... si ce n'est l'Etat français en ce qui concerne notre langue et notre liberté de peuple. Alors l'on se discolpe, alors l'on s'exécute, alors l'on fait assaut de bons sentiments

envers une république qui nous assassine depuis deux cents ans, pour une « pseudo-démocratie » qui tue l'Europe dans l'œuf depuis cinquante ans suivant sa conception d'Etat-nation révolutionnaire périmée et qui, d'ailleurs, se détruit de l'intérieur à la suite d'une immigration incontrôlée.

Oui mais, vous comprenez, les « années noires », la « peste brune », alors mieux vaut un stalinien germano-soviétique qu'un défenseur de la langue bretonne apolitique. (proverbe populaire connu). Ne les voyez-vous pas ces nouveaux bien-pensants de la Bretagne. Jadis chapeaux-ronds et faucilles d'or en carton, avec leur « petite » et leur « grande » patrie, aujourd'hui fringues rando-Ouest-France, égalitaristes, progressistes et pacés avec leur(s) Bretagne(s) plurielle(s), ouverte(s), généreuse(s) et métissée(s)... L'Estourbeillon en costume traditionnel remplacé par Le Bris à la mèche barbe. Je préférerais nettement le premier car il était certainement plus sincère dans ses convictions bretonnes.

Défendre l'identité bretonne, c'est bien mais passif (régionalisme, social, dialectes, ethnographie, folklore...), même si c'est « de gauche », après, d'ailleurs, avoir été de la droite catholique et royaliste. Alors, entre les plat-culs électoraux, les subventionnés de la culture officielle et les excités débiles de la canette post-connarde, ne reste... qu'Adsav !

Nous sommes, en quelque sorte, revenus en 1919. Face à toutes ces compromissions et défaites, face également aux enjeux terribles (méfaits du libre-échangeisme, Europe en panne, colonisation de

peuplement, perte des valeurs, violence urbaine, déracinement...), aussi terribles, croyez-le bien que ceux des années vingt-trente, et sans ligne Maginot, il ne reste qu'un parti majeur, adulte, mais décidé à vouloir une Bretagne bretonne et libre dans une Europe européenne et libre d'elle-même, qui puisse empêcher la politique du pite et de l'autruche moralisatrice. Il n'y a que ses militants qui soient décidés à agir, calmement, posément, intelligemment, pacifiquement, mais fermement, librement, car, en dernière analyse, nous n'avons rien contre nous. Nous ne leur devons rien, ni poste, ni argent. Bretons libres et droits, nous nous battons, nous vaincrons. Nous nous battons par volonté bretonne, par puissance d'avenir, un destin commun, basé sur des racines, une terre, un peuple historique, une nation, une langue et une même conception de civilisation, un projet national et continental. C'est une pensée de « droite » ; nierschéenne et non marxiste. En effet, je suis convaincu que l'on ne peut mélanger l'eau et le feu, des réalités ou idéaux contraires, fussent-ils le caréchisme progressiste et conformiste, mélange au discours identitaire.

Je m'explique : l'on ne peut à la fois revendiquer l'idéal de l'homme-abstractus, citoyen interchangeable sans passé, issu, à travers la république jacobine de la pensée des Lumières et l'idéal identitaire de défense d'un peuple donné, avec son histoire, sa ou ses langues ethniques, son lien à sa terre, sa sensibilité collective, etc. (Voltaire contre Herder) ; l'on ne peut à la fois être un tenant du mondialisme cosmopolite et égalitariste, du melting-pot intégrationniste ou assimilationniste et du « droit des peuples à disposer d'eux mêmes » qui est l'exact contraire ; l'on ne peut, sauf à dire tout et son contraire, défendre la Bretagne : histoire, peuple, langue (conception diachronique) et l'idéologie du « contrat social » (principe synchronique). Bref, il faut choisir

entre l'humanisme bourgeois la revendication nationaliste, je n'ai surtout pas dit ératiste, même ouverte aux autres revendications nationalistes dans le futur fédéralisme. Il n'y aura d'Europe qu'ethnique, n'en déplaise à quiconque. L'Emsav, dans les dernières décennies, a refusé de choisir, ressentant confusément le malaise et s'est empressé dans un jargon, un verbiage creux, comme sa pensée, digne des livres d'éducation du siècle dernier. De leur prose aussi l'on sourira dans cent ans. La dérive est en fait appa-

re quand, peu à peu, pour « faire moderne » et par crainte de l'héritage de sa propre pensée, l'Emsav est passé de la défense des droits inaliénables du peuple breton, peuple d'Europe à celui de défense des « minorités » et de « droits à la différence », concepts flous, qui mélangent tout, ouvrent la porte aux confusions mentales les plus saugrenues, au « tout vaut tout » et son contraire, de la défense du breton à celle du néo-verlan des banlieues, des droits des Bretons chez eux à ceux des « gens du voyage » en Bretagne...

J'ai nommé Chevènement
A choisir, je préfère le discours paranoïaque d'un adversaire patenté, mais qui sait ce qu'il dit, en opposant la conception allemande du *volk*, d'un peuple à celle de citoyenneté abstraite d'un Etat centralisateur qu'il défend bec et ongles... j'ai nommé Chevènement. Même et surtout si je soutiens le principe opposé, résolument antinomique au sien, au moins les choses sont-elles claires et définies. « Ton adversaire te respectera si tu te bats courageusement, pas si tu te couches devant lui » dit le *Coran*...

Pour nous à Adsav, les choses ont un nom et un seul, clair, défini et nous savons où nous allons. Foin du confusionnisme ambiant de rigueur chez nos pseudo-intellectuels bretons qui redoutent leur propre pensée, prêtent hommage à leur(s) bourreau(x) français ou autres et font ainsi montre d'un esprit de colonisé encore bien vivant. Pour nous, la liberté individuelle ne va pas à l'encontre mais s'inscrit bien plutôt dans la liberté collective et identitaire d'un peuple en sa réalité, en un pays et à travers une langue, en une volonté appelée nation.

L'avenir d'un pays, le nôtre, la Bretagne libre, c'est l'avenir d'un continent, le nôtre, l'Europe fédérale. Deux avenir indissociables. L'Europe ne se fera jamais avec des Etats-nations jacobins, trop jaloux de leurs propres pouvoirs, confondant et colonialisme et ethnonationalisme en une seule idéologie perverse. La Bretagne ne sera réellement libre qu'en association librement consentie avec ses peuples frères européens, selon le principe de subsidiarité et la logique des blocs continentaux.

Seul Adsav défend réellement cette conception, sans compromission d'aucune sorte, sans passivité, sans crainte, non plus, de ce qu'il faut revendiquer haut et fort et même si cela dérange et n'est pas politiquement correct.

Vive Adsav et bonne nuit !

Yann Duchet

Ar Poell

Le badge des barbouzes fait flop

Pour nos plus farouches ennemis l'attentat imbécile de Quévert est un don des dieux. Dès le lendemain, sans la moindre pudeur, des hommes politiques de tout poil ont tenté de récupérer le deuil de la population de Quévert. Après le recouvrement, la calomnie a été exponentielle.

Depuis tous les coups sont permis pour jeter l'opprobre sur le nationalisme breton d'où qu'il vienne et salir la mémoire des plus illustres défenseurs de la nation bretonne. Le premier à ouvrir le feu a été le gauchiste (sic) de service, l'écrivain Michel Le Bris qui a exhorté le mouvement culturel à prendre ses distances avec les nationalistes bretons. Il l'a aussi invité à faire le nettoyage devant sa porte en débaptisant le collège Diwan Roparz Hemon.

Toujours Le Bris, entouré par le très anti-Breton conseiller général du Finistère, Richard Ferrand, et du concours, entre autres, du chanteur Yan-Fanch Kemener et du patron d'Armor-Lux, Jean-Guy Le Floch, a lancé, à Plevin, un appel solennel contre la violence. Ils ont même fait imprimer un autocollant et un badge pour exprimer leur rejet du terrorisme.

Le refuse !



Eneb terrorism 'on !

A croire qu'ils sont trop ignorants, ou peut-être manipulés par les services de l'Etat, la carte de Bretagne représentée sur leur badge était outrageusement fautive. C'est une carte amputée du pays nantais et de notre capitale historique qui leur avait été probablement transmise par les services de l'Etat. Mais après la volée de bois vert qui leur a été envoyée en pleine poire par des Bretons qui n'ignorent pas leur histoire, ils se sont empressés de rectifier le tir. Comme des enfants pris la main sale dans le sac.

C'hwi 'peus aon rak ar vroadelourion ?

Broadelourion omp, difennerion bevelebiezh Breizh, difennerion hor Bro wirion! Rak-se Breizh a zo hor Bro wirion, ur vro a ouenn, a wad, a hengoun, a istor, a weledvaoui, a yezh. A emgannoù ivez, gant be zud meur o stourm, he fobl o labourat, he maouezed o c'honel hag o tesevel, o teskiñ bugale, gant tud desket oc'h ijinañ an dazont. Ur vro wirion a dud! Ket ur stad hollveliek, kreizennour, bet ijinet e empenn droch ur « penn-bras » bennak, galloudek ha c'hoantaek.



Renk kentañ, a-sehou da gliz: F. Debatuati, O. Mordrel, M. Marchal.

Ket ur gredenn, ur froudenn, ur gealoniczh pa lavaran mat, pe gefridiel pe gravezel (reliziel) pe denclour e ve, evel « bro »-C hall a-vremañ, hag hi bet diazezet war reizhoù un « homo-abstractus », skeuden ha tasman ar c'hérioù bras, diene, diwirzennet. Nann, er c'hontrol, ur wirionded da vat, bet krouet a-hed hec'h istor. Broadelourion, tra ken! Nann, ar « micro-nationalisme » n'eo ket, n'hell e mod eber bout, hon hini. Ar vroadelouriezh wirion evit ur vroadelezh wirion, setu. Netra ouzhpenn. Ar pep reañ d'en em unanif gant broadelezhioù all da adsevel Europa. Biken fals-vroadelouriezh ar Stad-C'hall, hollveliel ha hollved n'her gario. N'hell ket dre n'eus broadelezh wirion ebet da sichenn he hufive, he hurlink kentoc'h. Hogen ma 'z omp Breizhiz en un doare anat ha dichep, ez omp war un dro, ar pezh n'eo ket kontrol, Europiz! Ar Gelled o deus skoazellet da ziazeziñ ur gevredigezh, ur sevenadurezh europat, a-gevred gant ar C'herned, al Latned, ar C'hresianed hag ar Slaved panevonek, met araot, avat. Saver o doa Europa,

ur milved kent Roma, gwelloc'h c'gegi, en ur ziazeziñ ur gevredigezh, ur sevenadurezh, stabilaet war ar yezh, ar gredenn, an doare-bevañ, an emskiant, hep stad greizennet kouskoude, hep melestradurezh, hep kêrioù bras spontus, hep beli an arc'hant-roue, an dan-vez-doue, hep lezennoù faoz, hogen er c'hontrol gant doujañs ouz ar gwir, al le, ar reizh, a zen da zen, a diegezh da diegezh, a douda da douda, a bobl da bobl. Gant galloudoù, talvoudegezhioù, lezennoù uhel o spered, o c'heal. Rak, dalc'homp soñj, keal n'eo ket kealoniczh! Ma, deomp da stourm evit pep tra, e skeud hon harozez veur ha diwar o skouer. Evit Breizh da gentañ, evel mamm ha mammenn hor pobl. Evit Europa da eil, evel mamm ha mammenn hor sevenadurezh. Breizh hec'h-unan-penn a vo re vihan, re wan da stourm ouz hec'h enebourion, hec'h alouberion diniver. Ha n'eus ket nemet ar C'hallaoued bremañ, siwazh. Dav 'vo dimp difenn, asambles gant hor Bro, hor c'he- rent a sevenadur hag a ouenn, an

Europiz. Holl a-gevred e c'hellimp, e tlemp adsevel hon douaroù hep hon alouberion a bep seurt: - re binbidik o paoez mont kuit diouz Europa hag endeo ouz hec'h alouberion dre o arc'hant, o madou, o galloud. - re baour war-nes dont da Europa hag ouz hec'h alouberion dre c'hras da « gofo mamm-mou » hag o zerm-spered argadus. Breizh a vo dieub da vat pa vo adaozet ene ha nerzh Europa en ur gevredigezh kevredel, da larout eo, n'eo ket stadel nag armerzhel nemetek hogen diazezet war an hengoun, an talvoudegezhioù boutin, ar spered, al liammoù a gerentiez, a wad hag ivez ar c'hoant, ar spi evit an dazont. Pep bro dieub, mestr warnañ e-unan, met unanet da drec'hiñ war ar re all a zo o c'heal diskar ha kozhni Europa. Setu perak stourm evit Breizh a zo stourm evit Europa hengounel ha nevez war un dro, kevredel. Stourm evit hor c'he- vand a zo stourm evit hor vro! ... An divroidi ivez o deus ur vro! N'eus gouennoueriezh ebet o tiogellif kement-mañ. Er c'hontrol

bev dre ma c'houlennomp dres an hevelep reollenn evidomp-ni! Ar resped a c'houlennomp ivez evit ar re all... pe ar c'hontrol... Na alouber, na trevadenet; den eber, neblec'h. Setu gwirioù mab-den. Pik echu. « pep hini a dle bout mestr en e di », nag izelloc'h, nag uhelloc'h, mignonned ma'z eus tu, dishañvel, amezion. E-unan an estrenn a zo degemeret mat e Keltia, keit ha ma zouz da lezenn, da spered, da hengoun e vro nevez, degas a ra traoù nevez talvoudus, bev hag ijin amañ. Pa glask alouberañ avat, dre an niver, o skarzhañ kuit an annezid kenta, o nac'hañ o lezennoù hag o doare-bevañ da lakaat e re en o flas, amañ chom difiñv a vefe kement a « kenlabourat » gant an alouber. Da zerc'hel mat, da adsevel koulz ar spered hag ar c'hoar, Breizh hag Europa, dimp-ni eo, emsaverion, broadelourion, a-gevret gant emsaverion broioù all d'hen boul'hañ, d'hen seveniñ. Sioul hogen dizeon. ADSAV a zo d'ober!

An Hucher

Guillaume Faye met en garde l'Europe

Dire la vérité est devenu un délit au pays des droits de l'homme. Guillaume Faye a été cité à comparaître devant la XII^e chambre correctionnelle du Tribunal de Grande Instance de Paris. Son dernier ouvrage, explosif tout autant qu'alarmant, révèle les chiffres cachés par le pouvoir en place sur l'immigration extra-européenne dans l'Hexagone et annonce « une modification en profondeur du substrat ethnique de la France et peut-être à terme de l'Europe ».

Guillaume Faye, au même titre que son éditeur, L'Encre, doit « répondre et être entendu, sur le délit de provocation à la discrimination, à la haine et à la violence envers un groupe de personnes en raison de leur origine, leur appartenance ou non appartenance à une race, une nation, une ethnie, une religion... »

La police de la pensée ne conteste nullement la véracité des chiffres couchés dans son ouvrage explosif, *La Colonisation de l'Europe, discours vrais sur l'immigration et l'islam*. Mais il est interdit de s'exprimer ouvertement dès lors que sa réflexion ne s'inscrit pas dans le droit fil de l'idée dominante. Il n'est cependant pas nécessaire d'être un grand visionnaire pour constater, comme le dit Guillaume Faye, que l'Europe se trouve actuellement face au plus grand cataclysme de son histoire. Guillaume Faye parle de submersion démographique. L'effondrement démographique du vieux continent et l'arrivée massive et continue de populations extra-européennes non assimilables va entraîner « une défiguration anthropologique et une modification en profondeur du substrat ethnique de la France et peut-être à terme de l'Europe. » Et il s'appuie sur des chiffres choos. Si rien n'est entrepris, à l'horizon 2010, la population de la France risque de compter plus de 15 millions de personnes d'origine extra-européenne, dont la majorité sera plus jeune que la population autochtone de souche. Sur 780 000 naissances annuelles en France, un des chiffres les plus bas de l'histoire, 250 000 naissances sont le fait de femmes maghrébines, africaines ou asiatiques, ou bien de couples

mixtes. 25 % des 5-25 ans en France sont déjà d'origine extra-européenne. A ce rythme le pronostic ne souffre d'aucune contestation : en 2010, l'islam sera la première religion pratiquée dans l'Hexagone. « L'invasion s'accomplit autant par les maternités que par les frontières ouvertes », nous met en garde Guillaume Faye. C'est la démographie qui écrit l'histoire en effet.

Au rythme où vont les choses, les prévisions de Jean-Paul Gou-

Ils sont plus allocataires que pres tataires. Ces flux migratoires occasionnent par ailleurs une tertiarisation de l'économie », renchérit Guillaume Faye. Et que dire du système scolaire? Guillaume Faye ne mâche pas ses mots : « L'immigration détruit l'école publique. Violences et insécurité endémiques, plongeon du niveau scolaire dans les écoles publiques de classes populaires, crises psychologiques du corps enseignant

milables – est la politique des pouvoirs publics ».

Nous sommes devenus des colonisés

Les positions communautaristes favorisent l'immigration plus que la politique d'intégration constatée avec autant de clarté que de vives inquiétudes Guillaume Faye : « En effet, une communauté immigrée structurée en Europe devient une « petite Algérie », un « petit Sri-Lanka... ». Ce qui incite fortement l'arrivée de nouveaux migrants et ce qui facilite la venue des clandestins, bien plus que dans l'hypothèse où serait pratiquée l'assimilation forcée. » Le téléphone arabe fonctionne à merveille et l'Europe, la France en premier lieu, constitue une terre promise pour bien des nationalités.

Dans ce même ouvrage Guillaume Faye accorde par la force des choses une large place à l'islam qu'il qualifie de religion de conquête universelle par la violence. « Le coran est une arme de guerre, une foi qui est le modèle même du totalitarisme puisque le croyant a vocation à combattre les autres. »

« Ce continent s'offre à nous, ou plutôt c'est Allah qui nous l'offre, comme un fier guerrier métamorphosé en femme soumise » disait durant son prêché un imam de Créteil.

Pour sauver l'Europe Guillaume Faye en appelle à un renversement de toutes les valeurs afin d'éradiquer cet « individualisme matérialiste bourgeois » qui nous gangrène. Et de songer à la reconquête, sur l'exemple de Ferdinand et d'Isabelle la Catholique. « C'est seulement s'il éclate une guerre civile ethnique que la solution pourra être trouvée. »



A gauche : Guillaume Faye photographié lors d'un colloque du GRÈCE en 1980. A droite : la couverture de son livre éponyme.



revitch, auteur de la *France africaine* n'ont rien de fantaisistes. Selon lui, avant la moitié de ce siècle, plus la moitié des naissances dans l'Hexagone seront le fruit de couples extra-européens.

Dans son ouvrage Guillaume Faye dénonce le mensonge, notamment sur la « nécessité économique de cette immigration ». L'immigration coûte chaque année 300 milliards de francs. Seulement 5 % des immigrés entrés clandestinement en France en 1998-1999 ont trouvé un emploi.

« d'aucuns diront qu'ils l'ont bien cherché – échec de toutes les réformes. La liste est longue des symptômes de la déstabilisation de l'Education nationale, de plus en plus coûteuse et de plus en plus inefficace ».

Pire encore, « l'Etat français, loin de ne pas admettre la différence des immigrés, l'entretient, la finance et l'organise. Le communautarisme – on ne parle d'ailleurs plus d'intégration sachant pertinemment que les extra-européens ne sont pas assi-

Pour en finir avec la mondialisation

La mondialisation économique fait l'objet, depuis une dizaine d'années, d'un battage médiatique qui confine à la propagande des pires régimes totalitaires. Quiconque s'inscrit en faux quant à ses bienfaits supposés est immédiatement discrédité et pour le moins boycotté. C'est dans cette situation que se trouve le prix Nobel d'économie (1988) français Maurice Allais, ingénieur général honoraire au corps des Mines, ancien professeur à l'École des Mines ayant dirigé le Centre d'analyse économique (CNRS), auteur d'un ouvrage intitulé la Mondialisation publié par les éditions Clément Juglar en décembre dernier et totalement occulté par les médias.

L'auteur est un spécialiste de l'étude de la croissance économique et du chômage auxquels il a consacré de nombreux ouvrages. Il a aussi écrit sur les institutions européennes et la politique ultralibérale menée par la commission de Bruxelles (*"L'Europe face à l'avenir: Erreurs et impasses de la construction européenne; Combats pour l'Europe"*).

Si la mondialisation bénéficie d'un écho si important dans la Nouvelle Classe (cette catégorie crée par Alexandre Zinoviev désigné l'agrégat constitué par les dirigeants économiques, les dirigeants politiques et les principaux acteurs des mondes de l'information et du spectacle; cet agrégat mondial, déterritorialisé et affranchi de tous liens communautaires, est constitué selon Zinoviev d'une dizaine de millions de personnes qui assurent l'expansion du système capitaliste mondial et la destruction des structures étatiques et culturelles préexistantes, à grand renfort d'argent, de désinformation et de terrorisme idéologique) lui est totalement acquis et même, pourrait-on dire, consubstantielle.

Orientation unanime

Cette Nouvelle Classe aux composantes variées (capitalistes cyniques, idéologues libéraux, marxistes recyclés...) est très unanimement orientée vers un but essentiel: l'unification de la planète, la rupture des solidarités nationales et ethniques, le métissage culturel et biologique pour le plus grand profit des détenteurs de capitaux et des dirigeants de

multinationales d'une part, mais aussi pour la plus grande satisfaction intellectuelle des individualiste/universalistes (libéraux, post-marxistes, libertaires...).

A ce sujet, citons Maurice Allais: «le fait est que dans le monde entier seuls quelques petits groupes et tout particulièrement les dirigeants des multinationales bénéficient de la mondialisation des économies. Ces groupes disposent d'immenses moyens financiers et par personnes interposées ils dominent tous les médias, la presse, les radios et les télévisions. C'est ainsi qu'on fait croire que la mondialisation est inévitable, et avantageuse pour tous».

L'héritage des Lumières

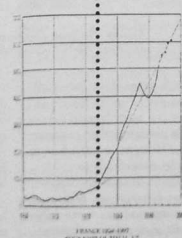
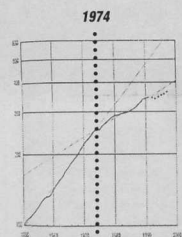
Notons que la volonté de mondialisation est portée par l'ensemble presque complet des héritiers de l'idéologie des Lumières, cette idéologie bourgeoise du XVIII^e siècle qui a généré les révolutions américaine et française, et qui a donné naissance au XIX^e siècle aux idéologies libérale et marxiste. L'unanimité mondiale rassemble logiquement toutes les branches longtemps concurrentes mais enfin rassemblées de la famille individu-universaliste.

La rupture de 1974

Maurice Allais analyse dans son dernier ouvrage l'évolution du taux de croissance économique et du taux de chômage français de 1950 à 1998. Ce qui lui apparaît évident c'est qu'une rupture dans l'évolution de ces deux taux a eu lieu en 1974 date à laquelle la communauté européenne passe d'une

politique de «préférence communautaire» à une «politique libre échangiste mondialiste».

Pour illustrer sans longs discours ce fait, nous reproduisons ci-dessous deux graphiques traduisant l'évolution de ces deux taux au cours de la période considérée.



«Suivant l'idéologie dominante depuis 1974, le libre-échange mondialiste doit bénéficier à tous les pays et dans chaque pays à tous

les groupes sociaux. L'emploi doit s'accroître et la croissance se développer. Cependant comme le montrent les graphiques, la réalité est tout autre. Ce que l'on a constaté, c'est une destruction des emplois, une destruction de l'industrie et de la croissance. La réalité est que non seulement le taux de croissance a été réduit de plus de moitié, mais que le sous-emploi a augmenté démesurément, que l'inégalité s'est considérablement accrue et qu'elle devient insupportable. Les groupes dirigeants de l'économie sont devenus de plus en plus riches alors que les pauvres sont devenus de plus en plus pauvres. En fait, cette évolution mène à une destruction progressive de l'économie française et par là même, à une destruction inéluctable de la société française. Les partisans du libre-échange mondialiste soulignent que grâce aux délocalisations et aux importations en provenance des pays à bas salaires, jamais les prix dans les hypermarchés n'ont été aussi bas. Mais c'est oublier que les consommateurs ne sont pas seulement des acheteurs, ils sont également des producteurs qui gagnent leur vie et qui paient des impôts. En tant que consommateurs, ils peuvent acheter des produits meilleur marché mais pour ces consommateurs la contrepartie réelle de ces importations à bas prix est finalement la perte de leur emploi ou la baisse de leurs salaires et des impôts accrus pour couvrir le coût social du chômage et de la politique de l'emploi. C'est également oublier que les consommateurs sont aussi des citoyens habitant dans les

agglomérations urbaines, et qu'au fur et à mesure que le chômage et la pauvreté générés par la mondialisation augmentent, l'insécurité et l'instabilité des banlieues s'accroissent. Dès lors les avantages apparents des produits bon marché sont plus que contrebalancés par leurs coûts économiques et sociaux réels de toutes sortes.»

Et plus loin, l'auteur se pose la question de la cause de cette évolution: «C'est incontestablement la politique de libre-échange mondialiste mise en œuvre depuis 1974 par l'organisation de Bruxelles à la suite de l'entrée du Royaume Uni dans le Marché Commun le 1^{er} janvier 1973.

Personne n'a été capable d'en donner une explication alternative en accord avec les données de l'observation. Les pays à bas salaires représentent aujourd'hui des milliards d'hommes et leur compétition dans un monde de libre-échange ne peut qu'entraîner inexorablement dans les pays développés un nivellement des salaires vers le bas et une explosion du sous-emploi.

Au regard des faits, il est totalement impossible de soutenir que la destruction des emplois, la destruction de la croissance depuis 1974 sont dus au progrès technologique, aux rigidités sociales, ou à une conjoncture momentanément défavorable. Si on considère la délocalisation et leurs implications, c'est incontestablement un comportement insensé que de poursuivre une politique économique qui enrichit ceux qui détruisent les emplois nationaux en transférant leur production à l'étranger, et qui ruine ceux qui s'obstinent à employer leurs compatriotes. Une politique à vrai dire suicidaire, détruit peu à peu l'économie française et par ses implications de toutes sortes elle mène à la destruction de notre société. Cette évolution va inexorablement se poursuivre à moins qu'elle ne finisse par susciter partout des désordres sociaux qui contraindront à un changement radical de politique ceux là mêmes qui veulent imposer au monde une idéologie erronée et ses dogmes.»



Le travail humain est un des facteurs cruciaux de la mondialisation.

L'analyse des causes du chômage

Selon Maurice Allais, le chômage que nous connaissons trouve son origine dans cinq facteurs:

- Le chômage chronique induit dans le cadre national indépendamment du commerce extérieur, par la structure de la protection sociale.
- Le chômage induit par le libre-échange mondialiste aggravé par un système monétaire et financier international dépourvu de toute régulation et générateur de déséquilibres.
- Le chômage induit par l'immigration extra-communautaire
- Le chômage technologique (lié à l'évolution des technologies)

- Le chômage conjoncturel (lié à l'état de la conjoncture économique mondiale)

En fait, la cause majeure du chômage que l'on constate aujourd'hui est la libéralisation mondiale des échanges, aggravée par les effets pervers du système de taux de change flottants, de la déréglementation des mouvements de capitaux, d'une spéculation déchaînée et du dumping monétaire d'un grand nombre de pays par suite de la sous-évaluation de leurs monnaies.

Le chômage actuel (chômage «officiel» + traitement social du chômage) peut être décomposé de la façon suivante, en fonction des cinq facteurs évoqués ci-dessus:

Analyse du chômage	
chômage chronique :	24,5%
libre-échange mondialiste :	50,7%
immigration non-communautaire :	17,0%
progrès technologiques :	5,2%
situation conjoncturelle :	2,6%

Les hommes politiques qui nous dirigent depuis 25 ans ont tous raisonné sur le chômage «chronique» et sur le chômage «technologique» qu'ils considéraient comme étant les deux seules formes de chômage, d'où l'échec de toutes les tentatives de traitement du sous-emploi. Il apparaît clairement qu'il faudrait tout d'abord concentrer ses efforts sur les facteurs extra-communautaires dont le libre-échange mondialiste et l'immigration. Ce qui revient un peu au même, puisque dans ces deux cas, il s'agit de la mise en concurrence de nos travailleurs les moins qualifiés par des travailleurs des pays du tiers-monde travaillant chez eux dans un cas et chez nous dans l'autre.

Quant au chômage chronique généré par le minima sociaux, il conviendrait de l'abaisser en abaissant ceux-ci et donc en facilitant la création d'emplois tout en garantissant un revenu global minimum par le versement d'un complément de salaire donné par la collectivité nationale (revenu minimum de citoyenneté).

Les mesures qui s'imposent

La conviction de Maurice Allais est que le maintien du niveau de vie de l'ensemble de nos concitoyens et de la cohésion sociale de nos sociétés européennes passe inévitablement par la création d'une économie pan-européenne semi-autarcique. Ce grand marché européen s'inscrirait dans le cadre d'un état fédéral qui protégerait une économie européenne de marché faiblement ouverte sur l'extérieur.

Premier principe

Le premier des principes de cette politique économique européenne serait le rétablissement de la préférence communautaire qui était le principe de base du Traité de Rome et qui a été progressivement oublié depuis l'entrée de la Grande-Bretagne dans la CEE. Ce principe de préférence communautaire implique que les entreprises et les états européens doivent acheter en priorité en Europe les produits dont ils ont besoin.

Le Monde économique

Second principe

Le second principe serait le contingentement des importations dont le taux serait variable selon les produits, avec un taux moyen d'ouverture de 20%. Ce taux pourrait être plus élevé pour des produits ne craignant pas la concurrence extérieure et plus faible pour des produits vitaux (agriculture) ou en phase de mise au point. Les licences d'importation seraient vendues aux enchères et le produit de la vente de ces licences permettrait d'allouer produit par produit des primes à l'exportation permettant de compenser pour tous les exportateurs les différences de

prix internes et les prix dits mondiaux. Ce système n'aurait aucun coût budgétaire que ce soit.

Dans le secteur de l'agriculture, le système de la protection contingente et de primes compensatrices à l'exportation serait identique à celui du reste de l'économie. On pourrait seulement dans ce secteur baisser le pourcentage moyen des importations à 10%, la consommation communautaire étant assurée pour 90% par la production communautaire. En outre, des primes à la production pourraient être accordées aux producteurs des régions défavorisées, ces primes étant

nables, une économie de marchés de concurrence et cela sans subventions internes, sauf pour les régions défavorisées. Il n'en résulterait aucun coût budgétaire pour la Communauté Européenne.

« L'Europe occidentale est déjà surpeuplée ! »

En ce qui concerne l'immigration extra-européenne, Maurice Allais fait remarquer qu'une « liberté totale d'immigration dans les pays développés entraînerait une arrivée massive immédiate de millions d'hommes et de femmes et ces pays seraient incapables de leur fournir un emploi et des conditions de vie

Une politique semi-autarctique

On retient des travaux de Maurice Allais que si les états européens sont tous trop petits pour faire face seuls aux défis économiques, mais aussi stratégiques, technologiques et militaires auxquels il sont confrontés, ils ont la possibilité en s'unissant dans une véritable entité politique fédérale pratiquant une politique semi-autarctique et euro-centrée, de faire prospérer notre civilisation européenne commune bien que variée dans ses expressions locales.

Nous ajouterons que si avec Maurice Allais nous rejetons l'éventualité d'une entrée de la



La présence physique sur un territoire, même illégale, donne des droits. Ci-dessous : manifestation de travailleurs en situation irrégulière aux Etats-Unis.

prix entre les prix du marché communautaire et les prix « mondiaux » en dollars constamment soumis à des fluctuations erratiques de toutes sortes. Ce système serait extrêmement souple. En permettant d'assurer pour chaque produit une production communautaire de l'ordre de 80% de la consommation communautaire, il permettrait d'éviter la disparition partielle ou totale de secteurs entiers d'activité et d'y maintenir le savoir-faire. Le système proposé par Maurice Allais ne comporterait en règle générale aucune subvention budgétaire et les primes à l'exportation ne feraient que compenser les écarts de prix entre les

financées par les recettes provenant des ventes des licences d'importation.

On admet couramment que le marché commun agricole implique de toute nécessité une restriction autoritaire des productions; c'est oublier que la Communauté Européenne est dans l'ensemble plus importatrice qu'exportatrice de produits agricoles.

En fait, avec une protection contingente appropriée, il serait possible d'assurer à la fois une auto-suffisance agro-alimentaire de la Communauté Européenne, le maintien de la population active agricole à un niveau conve-

comparables à celles de leurs nationaux. La concurrence des nouveaux arrivants entraînerait de un effondrement des salaires réels des pays développés et à vrai dire, l'anéantissement de leurs économies. De telles possibilités d'immigration dans les pays développés ne résoudraient d'ailleurs en rien les problèmes posés par la surpopulation des pays moins développés si leur expansion démographique continuait à exploser. Et il ajoute : « L'Europe occidentale est d'ores et déjà économiquement surpeuplée et il convient dès lors d'établir une protection efficace contre toute nouvelle immigration venant de l'extérieur. »

Maurice Treflegan

Notre histoire & Nos racines

Les flics de la pensée contre Roparz Hemon

Bouffer du Breton et rayer de notre mémoire nos héros : véritable persécution, cette chasse aux sorcières a atteint des sommets avec l'odieuse feuilleton « Roparz Hemon » à qui l'on reproche surtout sa vision globale d'une Bretagne bretonnante et libre. Avec haine et pugnacité, et surtout une mémoire très sélective, les communistes ont tiré les ficelles de cette affaire. Les béni-oui-oui ont rampé et renié celui qu'ils avaient vénéré.



Roparz Hemon en Irlande.

Le bureau politique du parti de la droite nationaliste bretonne, Adsav, n'est aucunement surpris du tir incessant et dissuasif des organes de Staline du jacobinisme, depuis quelques temps.

Redoutant et exécutant un mouvement culturel breton en plein dynamisme, lui-même exprimant un renouveau identitaire du peuple breton, sous toutes ses formes, la presse parisienne aux ordres et « les bonnes consciences » ont choisi de déstabiliser et de calomnier ce qu'ils tiennent pour un cancer.

Alors tout est bon, des Bandes dessinées historiques au dictionnaire monolingue breton, en passant par les cadavres à déterrer et leur mémoire à salir; d'abord Alan Heussaff et Yann Goulet, ensuite Roparz Hemon.

Alors, morceau de maître : Roparz Hemon. Ne revenons pas sur les épisodes multiples et croisés, autant que navrants, de ce mauvais feuilleton manipulé par des élus communistes, socialistes ou mondialistes, dont l'occupation principale est de « bouffer » du militant breton depuis soixante ans, comme J. Le Lagadec ou F. Leyzour, sans parler des jacobinocitoyens du ci-devant Réseau Voltaire ou encore de tous les chafouins aux ordres de la presse bien-pensante, qui préfèrent les « droits » des islamistes en France aux droits des Bretons en Bretagne.

Ces gens là, de Paris, mènent la danse avec haine et pugnacité. En Bretagne, comme d'habitude, l'on danse! De la municipalité de

Guingamp à Pierre Maille, président P.S. du Conseil général du Finistère.

Alors, bien sûr, nos cultureux effarouchés pensent à la soupe, et même aigre, ont peur de la perdre. Avec « conscience » et même avec « style » l'on se dédit, tel Andrew Lincoln, président de Diwan. L'on brûle ce que voic dix ans l'on adorait, sans vergogne et sans honte. Se disant que l'on ne peut bien mener à bien sa tâche sans Paris qu'il faut bien ménager et ne surtout pas heurter, l'on est prêt à se renier, à renier les pionniers de sa cause : « Nous sauverons la Bretagne... le jour où nous aurons bâti nos écoles avec leurs maîtres et nos livres payés par notre argent. » (Ur Breizhad och adkasout Breizh)

Exit Roparz Hemon, voué aux géométries! Pardon pour tous et tout, mais pas de pardon pour les Bretons! Quand le « droit d'inventaire » n'est qu'une forme moderne de la Chasse aux sorcières des Inquisiteurs de la République. Il est mauvais, c'est dit!

Pourquoi au fait? Des listes qui n'auraient pas paru au procès de l'épuration (pourant peu susceptible de faiblesse...), des écrits anti-français (est-ce un crime quand on est nationaliste breton?)

Quelle loi, même de Paris, nous interdit de nous exprimer? Celle de la liberté de conscience, de réunion, d'expression...; et financé par l'argent public, quelle horreur! Les Bretons ne paient-ils aucun impôt à l'état français qu'ils

n'aient pas droit à voir leurs publications aidées de l'argent public qui est le leur?

A notre tour de poser des questions : qui a lu R. Hemon? Bien sûr les bretonnants lettrés, il n'écrivait presque en breton, et un breton qu'il a su faire littéraire et moderne, ce qu'on lui reproche fondamentalement. Qui sait qu'outre toutes ses qualités « géniales » de linguiste à écrivain ou de savant à pédagogue ou traducteur... il écrivait (nous traduisions) : « Pour la Bretagne? oui, mais pour une chose qui est cent fois plus valable, cent fois plus simple... la Vérité. » Ou encore « Libérons l'esprit et toute chose sera libérée. » Des propos nazis très certainement, comme : « Sans empiétement de l'étranger, pas de véritable vie nationale. » Sait-on, pour l'avoie lui, qu'il écrivait en 1942 son admiration pour Ganhi, traduisit et commenta Rabindranath Tagore, maître du premier, traduisit et

composa sur le poète persan Omar Khayam? En vain, épluchant son œuvre multiple, peut-on trouver le moindre propos antisémite ou de complaisance au régime allemand.

Peu importe, travaillant sans relâche afin de desserrer l'étau jacobin, qui, rappelons-le, disait avec le ministre de Monnie : « Pour l'unité linguistique de la France, le breton doit disparaître! (1925), Roparz Hemon osa travailler également même été payé pour sa tâche... de parler breton à la radio... chose interdite complètement jusque là par l'Etat français!

Alors, payé par les Allemands ou Vichy? Oui, sans doute, comme tous les instituteurs, hauts ou bas fonctionnaires, secrétaires de préfecture, agents de postes, de l'eau, du gaz, de l'électricité, des trains, des hôpitaux... comme tous ceux qui ont travaillé sous l'occupation, ni plus ni moins.



Notre histoire & Nos racines

La persécution des bons esprits comme il faut a contraint Roparz Hemon à l'exil.



Fallait-il quarante millions d'expatriés à Londres ou à Moscou pour que nos donneurs de leçons résistancialistes soient heureux ? Y aurait-on pu parler breton ? Après tout que n'ont gagné une guerre par eux déclarée.

Et puis nos communistes, si prompts à fouiller les archives peuvant-ils défendre Thorez fuyant à Moscou en pleine guerre, Marchais vers le Reich ou Duclos implorant l'autorisation de faire reparaitre l'Humanité... à la Kommandatur. Ils pourraient peut-être nous dire qui a commandité l'assassinat de Yan-Vari Perrot.

Débaptiser un centre Culturel, un collège bretonnant, certes.

Cela sera fait... alors, à Adsav, nous proposons de débaptiser toutes les écoles Jules-Ferry, grand colonisateur devant l'Éternel anti-clérical, les écoles maternelles portant sur leur fronton le nom du doux humaniste Robespierre ! Débaptisons toutes les places et avenues François Mitterrand, titulaire de la Franquiseque...

Pourquoi deux poids, deux mesures suivant qu'il s'agit d'un Breton engagé ou d'un Français ?

Parce que d'abord la République, l'État de Droit n'en connaît pas un, celui du plus fort ; que ce soit dans les médias, les conseils pourvoyeurs de fonds ou ailleurs.

Parce que ensuite nos moutons bêlants de Bretagne ne savent qu'hurler avec les chacals (comment parler de loups qui déterrent les cadavres ?)

Nos élus prébendiers d'abord, nos cultureux ou politico-foureaux ensuite. « Vous comprenez, il y a la gamelle et elle est bonne, et puis il y a le vent qui tourne. Soyons modernes et Européens, repentons-nous de tout et de rien, même d'exister. »

Le véritable drame breton est bien là, car Roparz Hemon lui-même en vu d'autres et se serait bien moqué de ses détracteurs qu'il aurait, à juste titre, considéré comme ses ennemis : « Bien mieux vaut, cependant cent fois, être étouffé tout de suite, pour être immédiatement par la France que de rester à radoter et à bredouiller. »

Nous, militants d'Adsav méprisants ces magouilles.

Nous, militants d'Adsav affirmants la mémoire des anciens de l'Emsav est plus propre que celle de nombre de politiciards donneurs de leçons.

Ce que l'on reproche à Roparz Hemon, c'est sa vision globale d'une Bretagne bretonnante et adulte, donc libre, s'ouvrant sur un XXI^e siècle européen, où sa patrie et sa langue, modernes, auraient toutes leurs chances à côté des autres peuples d'Europe. Il ne fut d'ailleurs pas le seul à chérir ce rêve, ce fut celui des femmes et des hommes que l'on a coutume de dénommer Breizh Atao et à qui, nous, militants d'Adsav, rendons hommage.

Les charognards d'aujourd'hui sont les descendants et les ancêtres de nos destructeurs. Que ceux qui s'illusionnent par crainte ou par arrivisme soient dénoncés.

Le Droit des peuples libres vaut bien le pseudo-droit des citoyens interchangeables soumis à un État démentiel, totalement dépassé, et aux abois en Europe, n'en déplaise à nos adversaires, fusse le dernier élu communiste en Bretagne.

C'est pourquoi Adsav exhorte Diwan à ne pas débaptiser ou à rebaptiser au plus tôt son collège Diwan de Releq-Kerhuon.

Adsav exhorte le centre Culturel de Guingamp à en faire de même.

Adsav exhorte chaque Breton sincère et conscient à résister aux insultes, calomnies et intimidations de toutes sortes et à lutter, le front haut, pour nos anciens et nos descendants ; afin qu'un véritable pouvoir breton avec sa langue, moderne et solide, se forme en Bretagne, en Europe.

Pour cela, il est évident que cela ne se fera jamais avec l'argent de politiciens aux ordres (pourant électoralistes avec ceux qui nous haïssent au point de mélanger volontairement d'odieux et d'idioties attentats meurtriers, vraisemblablement d'obédience gauchiste et l'accusation du passé prétendument sulfureux d'un écrivain savant, voici soixante ans.

L'on pourrait en rire, s'il ne fallait dire non !

Non aux calomnies, insultes, menaces qui visent tout mouvement breton, avec haine et hargne.

Non aux béni-oui-oui de feu l'Emsav qui ne sont, malgré leur vocable à la mode humanitaro-mondialiste, que les peureux régionalistes à chapeaux ronds et coiffes à dentelle d'hier et qui n'ont, d'ailleurs, pas compris que l'on ne peut à la fois défendre un peuple européen, le nôtre, et un méprisage mondialiste à base de citoyenneté à la Chevènement.

La situation revient à celle de 1919 pour l'Emsav moribond, tout est à refaire. Nous y sommes prêts.

Nous, militants d'Adsav reprenons le flambeau d'une Bretagne libre dans une Europe fédérale, européenne et fière de l'être.

Nos adversaires, bien identifiés, ne nous font pas peur car ils n'ont aucun pouvoir sur nous. Nous sommes libres ! Nous ne leur devons rien !

*Da-unan-penn !
Ya, sav ha kerzh. Atav
« Toi seul !
Oui, lève-toi et marche.
Toujours »*

Roparz Hemon, *Pirchirin ar mor*

Le bureau politique d'Adsav

Mise au point du BP

Halte à la désinformation

En janvier, Breizh Info avait « salué » de manière très sectaire la naissance d'Adsav. Très ouverts au dialogue, ils n'avaient pas eu l'honnêteté de publier notre droit de réponse que nous vous livrons dans son intégralité.

Le bureau politique d'Adsav exerce pour la première et dernière fois un droit de réponse – rectificatif à vos papiers nous concernant. Il s'étonne d'ailleurs que n'ayez jamais pris soin de nous contacter. En plus d'un article accompagnant notre premier communiqué, plusieurs de vos courriers des lecteurs ont directement mis en cause notre parti en usant d'amalgames, d'allégations et d'élucubrations. Des grands professionnels de votre trempe n'ignorent pourtant pas que le premier devoir d'un journaliste consiste à vérifier ses informations. N'avez vous pas reproché à certains journalistes, du *Télégramme* notamment, de transgresser sinon bafouer les règles élémentaires du métier ? Le journalisme est pourtant une école de rigueur, d'éthique. Cessez donc de donner des leçons et votre publication gagnera en élégance, à défaut de crédibilité.

En premier lieu, nous sourions ironiquement en lisant votre prose qui se prétend objective et impartiale. Chacun sait bien à quelle idéologie sont affiliés vos « journalistes ».

Ensuite, sachez que nous vous dénonçons tout pouvoir à nous qualifier « d'extrême droite », dès lors que nous-mêmes ne l'avons aucunement employé, en nous réaffirmant « nationalistes de droite ». Que cela vous arrange, certes, nous le comprenons, mais cela ne vous donne aucun droit à nous calomnier et nous faire un procès d'intention.

Procès est bien le mot qui convient, car sous couvert d'un humanisme de façade et d'une bélañte défense de ce que vous appelez démocratie, choses bien en cour et bien à la mode chez vos maîtres à penser de France, dont vous attendez peut-être, et recon-

naissance, et enfin une certaine légitimité, se cache en réalité une chasse aux supposées sorcières digne, non pas de la tolérance que tant vous prônez, mais de l'inquisition, de la terreur ou plus proche de vous, des procès staliniens. Cela s'appelle police de la pensée et vous vous sentez forts, ayant avec vous le droit et la vérité et pour mission de traquer l'erreur et l'hérétique. Avouez que pour des esprits progressistes, cela prête à rire. Les révérends pères jésuites ou dominicains ne vous auraient pas désavoués... et vous avez une vision limitée d'une démocratie dirigée, très dirigée.

A propos d'incohérence, comment conciliez-vous la défense de l'histoire et de la culture d'un peuple donné (le vôtre par exemple) et un cosmopolitisme « arc-en-ciel » ? Les cours de breton ne seront jamais des cours d'un improbable espéranto issu des States, ou d'ailleurs... Ceci n'implique nullement que l'on doive mépriser les autres cultures ou les autres peuples, naturellement. Comme les jacobins vous vous plaisez bien trop souvent à mélanger égalité et uniformité, même méritée !

Ceci étant posé, que Charlie Grall reste dans les limites de l'acceptable et du réel, s'il veut exposer légitimement ses opinions, sans quoi l'on passe du lamentable à l'erroné et pis encore au falsifié ou à la calomnie sciemment distillée... et cela, croyez-vous, cela peut-être grave !

Des exemples ? Il n'y a aucun lien entre « l'épisode du stand incendié de l'UDB et la postérieure naissance d'Adsav ! Pour preuve, aucune des quatre personnes incriminées n'est membre d'Adsav. Que les intéressés nous démentent !

Il n'y a aucun membre du FN de Le Pen ou du MNR de Mégret, ou de quelque organisation nationaliste française, de droite comme de gauche, que ce soit, à Adsav !

Si cela arrivait à notre insu et que nous l'apprenions, nous exclurions immédiatement cet individu. Nous nous appuyons sur notre règlement intérieur.

Alors, que ces inventions servent la cause des béni-oui-oui de votre canard, qui se croient importants à écrire deux lignes, mais sachez que c'est de la diffamation pure et simple...

Par ailleurs, que savez-vous des réelles aspirations des Bretons en Europe ? Certes, vous savez encore « que les Bretons ont clairement montré leur aversion des extrêmes » (L. Henry)... comme si le nationalisme, l'autonomisme ou l'indépendantisme d'extrême-gauche d'Emgann, par exemple, n'était pas pour la « vox populi » une position extrême ! Êtes-vous si aveugles que le petit monde du « mouvement breton » qui vous obnubile, comme d'autres les cénacles parisiens, vous apparaisse comme l'Univers tout entier et que vous seriez naturellement les grands ordonnateurs ?

Ce qui est certain est que l'Emsav n'a fait que de vaines tentatives depuis trente ans, que nous, à Adsav, en cherchons les causes, en tirons des conclusions et que face à l'Europe à venir, nous tentons une voie et une voix nouvelles, débarrassées de tous vos complexes d'esprits, dit progressistes et en fait colonisés par Paris ou Washington après Moscou ou Pékin.

Nous avons la certitude de frayer un nouveau sentier pour la Bretagne, de chercher à la faire entrer en contact avec les synergies européennes à venir. Y par-

viendrons-nous ? Nous le souhaitons et travaillons pour !

Les anciens lecteurs de *Marx* devraient savoir que la dialectique historique donnera raison à ceux qui seront au rendez-vous de l'histoire, non aux suiveurs sans idées ou aux pauvres esprits conformistes.

Ce que vous pensez à notre égard nous indiffère totalement, nous ne sommes coupables de rien du tout, même en pensée, nous ne reconnaissons aucun péché originel Messieurs les inquisiteurs progressistes, nous sommes libres et le faisons savoir !

Si « nous ne serons jamais de votre camp », sachez bien que cela est totalement réciproque et sans appel.

D'ailleurs, en trente ans, qu'êtes vous parvenu à faire accepter au pouvoir français ? Rien de durable ! Rien que quelques miettes jetées pour contenter les casse-pieds minoritaires de feu l'Emsav. Rien que ce pouvoir ne puisse retirer, balayer d'un revers, aucun statut officiel international, aucune reconnaissance sinon une tolérance. Cela ne saurait nous suffire. Quant à l'exploitation commerciale d'un pseudo-celtisme cosmopolito-mercantile... cela n'est pas notre culture.

Si nous aussi faisons référence au passé, nous remarquerions plus d'un point commun entre les actuels progressistes et les régionalistes à chapeaux ronds d'antan. Nous nous situons, en effet, résolument dans un autre camp, une autre perspective : une nation bretonne libre dans une Europe qui se construira enfin, elle aussi libre.

Breizh da gentan !

Le bureau politique d'Adsav



Abonnez-vous !



Suite de l'éditorial...

nous avons un devoir de mémoire envers ces hommes, surtout en cette période où nos ennemis de toujours salissent sans vergogne des hommes qui ont servi avec fierté et honnêteté la Bretagne. Quelle honte d'entendre les communistes germano-staliniens et leurs alliés, bourreaux des peuples, responsables de millions de morts au nom d'une idéologie criminelle (sans oublier les assassinats de tant de patriotes bretons), s'ériger en donneurs de leçons. Nous devons combattre ces flics de la pensée unique, ces champions de la bonne conscience « démocratique ». Dans la Bretagne libre, il n'y aura pas de place pour ces gardiens vigilants et zélés de l'ordre totalitaire.

Nous ne reculerons pas

Les militants bretons se référant à l'Emsav doivent choisir leur camp. J'ai choisi le mien depuis longtemps, celui des gens d'honneur que je viens de citer.

Adsav, qui représente aujourd'hui le seul mouvement breton véritablement national, rassemble des femmes et des hommes déterminés dans le combat pour l'indépendance nationale de notre patrie. Il faut savoir ce que l'on veut. Nous sommes au service d'un idéal ; nous avons le devoir de le conduire à la victoire. Mais la reconquête de nos droits nationaux, cette indépendance qui nous est si chère, et toutes nos revendications s'accompagnent d'un programme et de propositions audacieuses, s'inscrivant dans la logique nationaliste, et bien évidemment en total opposition avec ce que propose depuis des décennies ce mouvement breton décomposé, inféodé et aux mains de la gauche

et de l'extrême gauche françaises et de tous les libéraux aux ordres.

Adsav a tranché. Adsav a le courage de proposer aux Bretons des objectifs clairs, concrets, justes et logiques. Lorsque nous proclamons « Breton maître chez toi » ou « Une Bretagne bretonne dans une Europe européenne », ces messages sont compréhensibles pour l'ensemble de notre peuple. Mais, bien évidemment, notre programme politique dérange et les ineffables procureurs de la pensée unique orchestrent leur chasse aux sorcières, désignent les méchants, dressent les bûchers.

Aujourd'hui, en Bretagne, un constat s'impose : il existe deux camps. Le premier, celui de nos ennemis de toujours, mais renforcé par les régionalistes capables de toutes les compromissions. Ce marais puant est peuplé d'arrivistes et de frileux, d'indécis, de petits bourgeois « franco-bretons », incapables de s'affirmer bretons ou d'attaquer ouvertement la France. Et puis il y a le second, celui des patriotes intransigeants, véritables nationalistes, qui ne renient pas leurs convictions et qui vont jusqu'au bout de leur logique de militants nationalistes

Adsav doit continuer dans cette voie parce qu'il est la seule formation politique en mesure de faire triompher l'idéal nationaliste.

La décadence de la France n'est plus à démontrer. Elle court à la catastrophe. Elle nous refuse nos droits les plus élémentaires et veut nous entraîner dans sa chute. Adsav, seul mouvement national, est décidé à tout mettre en œuvre pour rendre à la Bretagne sa liberté et à sauver son peuple de la gangrène qui ronge l'Europe.

Un devoir militant : l'abonnement !!!

Pour soutenir
l'idée nationale bretonne,
aidez-nous, nous sommes
le dernier rempart breton !
Abonnez-vous !
Votre concours rendra
notre victoire possible.

Les idées nationalistes bretonnes sont victimes du rouleau compresseur de la francisation et d'un blocus de la presse. Et pourtant il y a urgence : nous sommes à un tournant de l'histoire de la Bretagne : ou notre vieille nation va se réveiller ou elle va mourir. Il n'est donc plus question de tergiverser : il faut agir intelligemment et efficacement. En véhiculant nos idées par exemple. Mais il nous faut une publication régulière et de qualité. Or, sans moyens financiers, le combat est trop inégal et perdu d'avance. Aidez-nous à briser le mur du silence des médias. Abonnez-vous. Faites circuler notre publication. Il faut que nos lecteurs nous aident à faire connaître *War-Raok*. Merci d'avance à tous ceux qui nous soutiendront d'une manière ou d'une autre.

Bulletin d'abonnement

Je m'abonne à *War Raok* pour an ou cinq numéros :

- Abonnement bienfaiteur, 500 F.
- Abonnement de soutien, 300 F.
- Abonnement ordinaire, 100 F.

Prénom & Nom :

Adresse :

Renvoyer ce bulletin accompagné de son règlement à l'ordre d'Adsav :

**Adsav BP 50606
35600 Redon Cedex**

War Raok, bulletin interne d'Adsav, directeur de la publication Patrig Montauzier, formalités légales en cours, dépôt légal à parution. Reproduction interdite, tous droits réservés. IPNS. Rédaction : BP 50606 35600 Redon.